

PV – Réunion comité d'accompagnement CL Warneton

Date : Jeudi 21 janvier 21

Heure : 18h

En présence de

1. Communes :

- Comines-Warneton :
 - M. Philippe MOUTON, Echevin – Président.
 - M. Emmanuel DUBUC, éco-conseiller.
 - M^{me} Virginie TANT, Secrétaire de réunion .
- Warneton-France :
 - effectif : M. Yvon PETRONIN, Maire.
- Deûlémont :
 - effectif : M. Christophe LIENARD, Maire.

2. Population

- M. Damien VILLEZ;
- M. Ricky HERREMAN;
- M. Cédric COPPIN;

3. S.P.W.

- M. B. BECQUET, Fonctionnaire technique de Mons;

4. Demandeur – S.A. CL Warneton

- M. Franky DECONINCK, responsable des missions de prévention et sécurité ;
- M. Benjamin REULIAUX, conseiller juridique ;

Ordre du jour :

Parcours et approbation du règlement d'ordre intérieur (ROI). Ce ROI définit le mode de fonctionnement du COMAC.

Monsieur le Président remercie toute les personnes présentes et ouvre la séance à 18h05. Le COMAC est réuni en visioconférence.

Point 1

- Remarque pour l'exploitant Mr Reuliaux : définir les objectifs de ce COMAC
- SPW : C'est un premier COMAC pour Comines-Warneton, le ROI n'est pas spécifique à Comines-Warneton et il est défini dans le code de l'Environnement. C'est un organe de dialogue et non de contrôle. Le but est que chacun puisse exposer ses remarques, ses questions et essayer d'avoir des réponses. Le S.P.W – D.P.A fait, en quelque sorte, l'interface entre les différentes parties.
- Mr Villez : Faire passer le ressenti des citoyens par rapport aux nuisances actuelles.
- SPW : cela n'empêche pas d'exprimer ses remarques.
- Les objectifs sont clairs pour tous.

Point 2

- Mr Reuliaux : Si un membre part, il doit être remplacé, il faudra alors modifier la composition du présent règlement ?
- SPW : non, on modifie à la réunion suivante via l'ordre du jour et le PV.
- Qu'est-ce qu'un expert ? La motivation d'avoir un expert n'interviendra que lors de points spécifiques mis à l'ordre du jour. (Ex : bureau d'étude pour calcul d'odeur ou de bruit ->expert)

➔ Préciser PV approuvé pour communication aux départements police et contrôle environnemental.

Point 3

A modifier : La présidence sera assurée par une personne de l'Administration si absence du président ou suppléant mais pas par la DG03 de la Région Wallonne.

Concernant le paragraphe : ... peut inviter aux réunions toute personne ...

- Mr Reuliaux ; Pourquoi ? Si déjà des représentants riverains ?
- Mr Mouton : Par exemple, une personne ayant vécu la même chose ailleurs pourrait venir témoigner, si problème de charroi – un commissaire de police pourrait intervenir.
- SPW : Les COMAC existent depuis plusieurs décennies, après le passage aux permis d'environnement. Les services administratifs ont acquis une très longue expérience de gestion de ce type de comité. Ce modèle est un modèle type proposé par les services provinciaux.

Point 4

- Remarques/ Questions ?
Néant

Point 5

- Remarques/ Questions ?
Néant

Point 6

- Mr Dubuc : Est-ce que l'envoi électronique pose problème ?
- Mr Lienard : Envoyer les points 30 jours avant la réunion c'est un peu long.
- Mr Mouton : oui c'est long.
- SPW : Nous sommes libres de fixer le ROI librement. Eventuellement, le Président peut rajouter un point aux « divers », en séance, s'il y a eu un événement quelconque.
- Mr Reuliaux : demande un délai de 30 jours pour avoir les points complémentaires et être efficace pour préparer et s'informer avant la réunion.
- Mr Mouton : Si par exemple quelque chose se passe 3 jours avant la réunion, on ne peut l'ignorer, on doit en parler en divers. Il faut de la souplesse.

- Mr Reuliaux : Il faut nous laisser du temps pour bien préparer la réunion. Si il y a une plainte, il faut envoyer un mail ou téléphoner. Quand il y a des questions, on aimerait pouvoir y répondre et donc on demande 1 mois pour la préparation.
- Mr Mouton : Je trouve que 15 jours c'est bien, on doit savoir faire face à des éléments arrivés de façon fortuite.
- Mr Reuliaux : c'est 2 réunions par an.
- Mr Mouton : 2 réunions c'est vraiment le minimum syndical. J'imagine 3-4 réunions par an pour entretenir la motivation des gens.
Soyons au service des riverains !
- SPW : Il faut savoir suivre ... Le SPW suit environ 30 réunions par an. Au début, il y aura un besoin de multiplier les réunions, mais un bon comité, est un comité qui ne doit plus se réunir, sauf s'il arrive quelque chose.
- Il faut également (lorsque la situation sanitaire le permettra) une visite de l'entreprise. Une visite peut être organisée mais il y a des endroits dangereux où on ne peut pas aller ;
→ Si l'on constate que le point 6 ne convient pas on peut toujours le modifier par la suite.
- Mr Villez préfère également 30 jours pour cause d'agenda chargé pour la convocation. 15 jours c'est court !
- Mr Dubuc : La date de réunion suivante est connue lors de la dernière réunion.
- Mr Villez : alors c'est ok.

Point 7

- Mr Dubuc : Un exemplaire approuvé est communiqué, en attendant l'approbation le document est confidentiel et ne peut être diffusé.

Point 8

- Mr Reuliaux : cela me semble bizarre, en permanence on est susceptible de recevoir des demandes tous azimuts et devoir y répondre, c'est compliqué et cela me paraît lourd.
- SPW : cela est repris tel quel dans le modèle reçu des services provinciaux ;
- Mr Dubuc : c'est un paragraphe qui permet de la souplesse. Je fais confiance au Service provincial qui a proposé ce document, pour son expérience ;
- Mr Mouton : Il faut communiquer entre les réunions, l'entreprise n'est pas tenue de répondre immédiatement.
- Mr Reuliaux : Dans le chef de l'exploitant, il y a de la prudence et de la méfiance. On veut un cadre clair. Ok pour les questions mais pas l'obligation de réponse à tous les membres.
- Mr Dubuc : cela permet d'éviter les réunions de dernières minutes.
- SPW : n'est pas gêné par cette phrase. M. Becquet n'a pas connaissance d'abus, d'excès même si parfois on reçoit des mails. Parfois, il ne faut pas trop attendre, on doit être à l'écoute des riverains. Point de vue partage/échange d'informations, l'exemple de Saint Ghislain, d'une usine à gaz où il y a eu beaucoup d'incidents et de nuisances est cité : ils ont créé un site internet et fournissent des réponses rapidement ;
- M. Lienard : on doit pouvoir communiquer et ne pas attendre 6 mois ;

- Mr Villez : Suggestion : apporter les réponses/ synthèses à la prochaine réunion commune.
- Mr Reuliaux : là, c'est différent, c'est très constructif.
On modifie alors la dernière phrase.

→ Ok on modifie la dernière phrase : « Les éléments de réponses seront également communiqués aux différents membres au minima à la réunion suivante. »

Point 9

- Remarques/ Questions ?
Néant

Point 10

- Mr Reuliaux : Dans quel cas des réunions extraordinaires et qui convoque ?
- SPW : exemple en cas d'incendie, de situation grave.
→ C'est le président qui convoque.
→ Le texte est modifié comme suit :

« Si l'importance des problèmes le justifie, une réunion extraordinaire du Comité d'accompagnement peut être convoquée dans un délai de minimum huit jours et maximum trois semaines après la demande formulée en ce sens par minimum deux groupes du comité. Dans ce cas, l'objet de l'ordre du jour se limite au fait ayant motivé la réunion. Le Président convoque la réunion. »

Point 11

- Remarques/ Questions ?
Néant

Point 12

- SPW : on ne peut pas empêcher les gens de parler. Que proposeriez-vous ?
- Mr Reuliaux : on a dit que c'était confidentiel !
Y-a-t-il un communiqué de presse à chaque fois ?
Réponse : Non
On a oublié de parler du rapport annuel d'activités (page 218 de l'arrêté ministériel) ?
on n'en parle pas
- Mr Dubuc : on peut l'acter lors d'une réunion.
- SPW : On n'en parle pas dans le ROI, donc on laisse comme ça. Je vais interroger le cabinet.

→ NDLR : Suite à la demande de renseignements faite par M. Becquet auprès du Cabinet ministériel, la réponse obtenue à titre informatif est la suivante : « *le rapport annuel d'activités est bien le résumé annuel des Comités d'accompagnement. Elle s'applique donc au Comité (mais l'exploitant en fait partie).*

Néanmoins, les inputs dans les ordres du jour sont souvent amenés par l'exploitant qui doit présenter notamment les plaintes reçues, le suivi de ces plaintes, les budgets prévus pour

l'environnement, les investissements ou les études liés à l'amélioration des performances environnementales de l'établissement, les travaux annuels au niveau des ha de compensation pour la biodiversité, etc. Ce sont surtout ces infos là qu'il est important de mettre sur la table, de compiler et de diffuser à la population. »

Point 13

- Mr Lienard : Je regrette qu'il n'y a aucun riverain de Deûlémont ou Warneton France.
- Mr Villez : on aurait pu mettre des suppléants pour les riverains.
- Mr Mouton : Ne peut-on par rajouter un riverain français en tant que suppléant ?
- Mr Dubuc : Les demandes de riverains français ont été écartées car elles n'ont pas été envoyées en recommandé.

Je vais me renseigner auprès d'un juriste.

Il est précisé que seuls les membres effectifs peuvent être présents au comac.

Point 14

- Pas de remarque
- Mr Dubuc : on reprend les modalités définies initialement pour remplacer les riverains (en cas de démission). Dans tous les cas, personne ne doit intervenir dans la désignation des riverains, les riverains choisissent eux-mêmes leurs représentants parmi les candidatures reçues.

Point 15

- Remarques/ Questions ?
Néant
- Mr Deconinck : on applique la règle pour la procédure d'approbation du PV.

Prochaine réunion

Le prochain comité se réunira le jeudi 27 mai à 18h00, en Visio ou présentiel selon l'évolution de la crise sanitaire.

M. le Président invite les membres à proposer des points pour l'ordre du jour de la prochaine réunion :

Demande de Mr Villez : Mettre à l'ordre du jour la problématique des transports de camions malgré la signalisation, les camions passent où ils ne peuvent pas. Réflexion au niveau communication et signalisation.

Mr Herreman : Problème de sécurité : le stop n'est pas respecté par les camions à la Chaussée du Pont Rouge.

Mr Lienard va envoyer une liste de questions au Président.

Mr Villez : également la problématique des stationnements sauvages et rejets de déchets dans la rue de Ploegsteert, au lieu d'utiliser les parkings de l'entreprise.

Annexe : liste des membres et adresses mails.

Fait à Comines-Warneton le 04 février 2021

La Secrétaire,



Virginie TANT

Le Président,



Philippe MOUTON

<u>Liste membres Comité d'accompagnement CL Warneton</u>		<u>adresse mail</u>
<u>Comines-Warneton :</u>		
• M. Philippe MOUTON, Echevin - Président du Comité ;		philippe.mouton@villedecomines-warneton.be
• M. Didier SOETE, Echevin, suppléant (excusé)		didier.soete@villedecomines-warneton.be
• éco-conseiller (membre d'office) : M. Emmanuel DUBUC ;		emmanuel.dubuc@villedecomines-warneton.be
• Secrétaire de réunion : M ^{me} Virginie TANT.		virginie.tant@villedecomines-warneton.be
<u>Warneton-France :</u>		
• effectif : M. Yvon PETRONIN, Maire - suppléant : M. Bernard PAREZ, Maire adjoint ;		mairie@warneton.fr
<u>Deûlémont :</u>		
• effectif : M. Christophe LIENARD, Maire - suppléant : M ^{me} Sylvie Delrue, 1 ^{ère} adjointe.		mairie@mairie-deulemont.fr
<u>Population</u>		
• M. Damien VILLEZ;		damien.villez@skynet.be
• M. Ricky HERREMAN;		kyriherreman@gmail.com
• M. Cédric COPPIN;		les.copains@skynet.be
<u>S.P.W.</u>		
• Fonctionnaire Technique de Mons ou son représentant ;		rgpe.mons.dpa.dgarne@spw.wallonie.be
<u>Demandeur – S.A. CL Warneton</u>		
• M. Franky DECONINCK, responsable des missions de prévention et sécurité ;		franky.deconinck@clarebout.com
• M. Benjamin REULIAUX, conseiller juridique ;		benjamin.reuliaux@agr-law.be
• M. Raphaël TASSART, porte-parole de l'entreprise (excusé)		raphael.tassart@ui-agency.fr

